

A la une



\$75bn+ loss needed to temper reinsurance optimism: Marsh McLennan Agency

21/03/2024

With the reinsurance market increasingly optimistic and more capacity emerging, Marsh McLennan Agency has said that it would take a single loss event costing the industry more than \$75 billion to temper that.

A report from Marsh McLennan Agency notes that reinsurance costs have been a driver of higher costs for property owners, but the company now feels the reinsurance market is more balanced in 2024.

While the report also notes increased market capacity and a greater underwriting appetite from carriers, these factors need to match the rising demand for coverage terms and increased limits as well.

Rates may slow, in US property risks, but Marsh McLennan Agency notes that "conservative underwriting practices remain as a more sustainable "normal" is established."

Significant climate and weather related losses have driven the changes to risk appetite and of course been a key driver for rising reinsurance prices as well.

At the same time, inflation and supply-chain factors have been additional drivers for the consistent rise in property insurance pricing. As a result, Marsh McLennan Agency sees reinsurance costs as one of three key trends driving property rates for 2024,



Code des changes: liberté totale pour les investissements étrangers

P.03

Tunisie : La création d'une banque postale en débat

P.04

Africa: Around 20 national elections scheduled in 2024

P.06

Egypt: Property insurance branch drives industry growth in 2023

P.07

Saudi Re signs \$36m in reinsurance contracts with Probitas

P.07

Preparing insurers for future Generative AI advancements: MAPFRE

P.09

Fin de la carte verte au 1er avril quels changements pour les automobilistes ?

P.09

alongside the rise in losses driven by historically non-modeled secondary perils and underinsured property related issues.

The firm explained, "Over the last few years, active secondary perils and changes in reinsurance structures also left insurance carriers covering losses on their balance sheets instead of passing them back to reinsurers.

P10

SOMMAIRE

La création d'une banque postale en débat	03	Egypt:Property insurance branch drives industry growth in 2023	07
Désignation des Administrateurs indépendants : Orientations du Collège du CMF pour éviter les conflits d'intérêt	03	Saudi Re signs \$36m in reinsurance contracts with Probitas	07
Code des changes: liberté totale pour les investissements étrangers	04	UAE announces mandatory health insurance for private sector	08
Maroc:CIMR : Hassan Boulaknadal remplace Khalid Cheddadi	04	GIG Gulf secures approval from Capital Markets Authority to provide E-insurance in Oman	08
Résilience du secteur de l'assurance au Maroc	05	Preparing insurers for future Generative AI advancements: MAPFRE	09
Algérie: La CNEP-Banque signe une convention de partenariat avec Cash Assurance	05	Fin de la carte verte au 1er avril : quels changements pour les automobilistes ?	09
Africa:Around 20 national elections scheduled in 2024	06	\$75bn+ loss needed to temper reinsurance optimism: Marsh McLennan Agency	10
Création d'un centre d'intelligence computationnelle et de sciences actuarielles en Afrique subsaharienne	06		
ATIDI couvre le projet hydroélectrique Songa Energy au Burundi d'une capacité de 1,65 MW	07		

La création d'une banque postale en débat

21/03/2024

Lors d'une séance d'audition tenue mardi 19 mars 2024 par la Commission des finances et du budget, relevant de l'ARP, et consacrée à l'examen du projet de loi portant sur la lutte contre l'exclusion financière, les députés ont proposé la création d'une banque postale, et ce, dans l'objectif de rapprocher les services financiers des citoyens, notamment dans les régions intérieures et de contribuer à la restructuration des associations de développement.

Lors de la même séance, le représentant de la Banque centrale de Tunisie (BCT) a fait savoir que "la position de principe de la BCT n'est pas défavorable à la création d'une Banque postale, mais ce projet nécessite une étude puisqu'il est lié aux services financiers, l'octroi des crédits, les services des paiements et les dépôts".



Désignation des Administrateurs indépendants : Le CMF alerte contre les conflits d'intérêts

20/03/2024

Le Collège du Conseil du Marché Financier (CMF) a émis un nombre d'orientations de lecture pour surmonter les difficultés d'application de certaines dispositions de la Décision Générale n°20 du 10 mars 2020, laquelle fixe les critères et les modalités de désignation des membres indépendants au conseil d'administration et au conseil de surveillance et du représentant des actionnaires minoritaires.

D'après un communiqué publié mardi par le CMF, les orientations du Collège, réuni le 30 janvier 2024, ont porté sur l'interdiction prévue pour les prestataires de services, fournisseur ou client de la société concernée de se porter candidats aux postes de membres indépendants au conseil d'administration et au conseil de surveillance et du représentant des actionnaires minoritaires. Pour le cas des fournisseurs et des clients, le Collège du CMF a précisé que l'interdiction s'applique au client

ou fournisseur « significatif de la société ou de son groupe », ou « pour lequel la société ou son groupe représente une part significative de l'activité ». Ainsi le caractère significatif doit être en relation avec l'importance du volume d'affaires avec la société en question. S'agissant des « conseillers et autres prestataires de services liés par un contrat de prestations conclu directement ou indirectement par eux-mêmes ou par personne interposée avec la société (ou le groupe) », ils sont concernés par cette interdiction. « L'appréciation du caractère d'indépendance ou le conflit d'intérêt doit prendre en compte la nature de la relation contractuelle que le candidat entretient avec la société, à savoir s'il s'agit d'une relation continue ou d'une simple prestation de services ponctuelle », a noté le Collège. Et de souligner que « dans tous les cas cités ci-dessus, l'appréciation du caractère significatif ou non de la relation entretenue avec la société ou son groupe ainsi que le caractère d'indépendance et/ou le conflit d'intérêt doivent être débattus par le conseil d'administration ou de surveillance et les critères quantitatifs et qualitatifs ayant conduit à cette appréciation (continuité, dépendance économique, exclusivité, etc.) doivent être inclus dans le dossier adressé au CMF ». Pour ce qui est de la disposition relative à l'interdiction de se porter candidat auxdits postes à toute personne exerçant une activité professionnelle en lien direct ou indirect avec le marché financier et/ou de diffusion d'informations financières ou autres (prévue aux articles 5 point 8 et 17 point 7), le collège a précisé qu'elle doit être entendue dans le sens suivant : « ne pas exercer au moment du dépôt de la demande de candidature une activité professionnelle en lien direct ou indirect avec le marché financier et/ou de diffusion d'informations financières ou autres ».

Pour rappel, un actionnaire minoritaire est tout actionnaire détenant individuellement au plus 0,5% du capital et les institutionnels détenant individuellement au plus 5% du capital.

Code des changes: liberté totale pour les investissements étrangers

18/03/2024

La ministre des Finances, Sihem Boughdiri, a évoqué l'adaptation du projet du code des changes aux avancées technologiques, avec pour objectif de stimuler les investissements.

Lors de son intervention dans l'émission Expresso aujourd'hui, 18 mars, elle a souligné que ce projet vise à encourager les investisseurs tunisiens à investir aussi bien dans le pays qu'à l'étranger, tout en facilitant également les investissements étrangers en Tunisie.

En vertu de ce projet de loi, les transferts d'argent liés aux paiements à l'étranger ou en faveur de non-résidents en Tunisie, issus de la vente ou de la liquidation d'investissements effectués par des non-résidents en Tunisie, seront désormais libres, sous réserve de respecter la législation en vigueur, notamment en matière d'investissement. Cette mesure s'applique même lorsque le montant excède le capital initial investi.

De même, les transferts concernant le remboursement ou la cession de titres d'emprunt émis en Tunisie par l'État ou par des sociétés résidentes à des non-résidents, ainsi que le remboursement des crédits obtenus par les résidents auprès de non-résidents pour leurs activités, seront également libres, dans les limites fixées par la Banque centrale de Tunisie, conformément à la loi.

Par ailleurs, les transferts de fonds vers l'étranger ou en faveur des sociétés non résidentes en Tunisie, effectués par des résidents pour leurs investissements à l'étranger ou leurs participations dans ces sociétés, seront également régis par ce projet de loi, tout en étant soumis à d'éventuelles limites définies par décret après avis du gouverneur de la Banque centrale, prenant en compte divers critères économiques.

Il est important de noter que les règlements financiers entre la Tunisie et l'étranger, ainsi qu'entre résidents et non-résidents en Tunisie, doivent obligatoirement être effectués par la Banque centrale de Tunisie ou par des intermédiaires agréés, conformément aux instructions de cette dernière. De plus, l'article 10 confère à la Banque centrale le pouvoir de définir la monnaie utilisée dans les transactions entre la Tunisie et l'étranger, ainsi qu'entre résidents et non-résidents

Maroc CIMR : Hassan Boulaknadal remplace Khalid Cheddadi

20/03/2024

Après 19 ans au sein de la CIMR, Khalid Cheddadi a demandé aux membres du Conseil d'Administration de faire valoir ses droits à la retraite. Hassan Boulaknadal, l'actuel DG de l'Office des Changes, prend la relève.

Le Conseil d'Administration de la CIMR s'est réuni ce mercredi 20 mars 2024 sous la présidence de Khalid Cheddadi afin d'arrêter les comptes de l'exercice 2023.

A l'issue du Conseil d'Administration, M. Cheddadi a demandé aux membres du Conseil d'Administration de faire valoir ses droits à la retraite.

«Le Conseil d'Administration a accepté cette démission et a remercié vivement M. Khalid Cheddadi pour le travail accompli ces 19 dernières années au sein de la CIMR avec notamment la réussite de la sortie de la CIMR du cadre réglementaire du code des assurances, l'adoption du statut de Société Mutuelle de Retraite, ainsi que le renforcement des réserves techniques tout au long de son mandat», indique un communiqué de la Caisse.

Le Conseil d'Administration a ensuite décidé de nommer M. Hassan Boulaknadal, Président Directeur Général de la CIMR. M. Boulaknadal, est un grand banquier et financier de carrière et était jusqu'à présent à la tête de l'Office des Changes.

Le Conseil d'Administration a formulé ses vœux de succès au nouveau Président Directeur Général et l'a assuré de son soutien.

M. Khalid Cheddadi assurera la Présidence Direction Générale jusqu'à la prise de fonction effective de M. Hassan Boulaknadal.

Résilience du secteur de l'assurance au Maroc

15/03/2024

Face à une conjoncture économique post covid, où les acteurs nationaux entament une nouvelle dynamique, plusieurs pans de l'économie nationale ont été impactés par cette crise sanitaire, tels que le tourisme, l'immobilier, le transport. Le secteur de l'assurance n'a pas été épargné par cet effet domino où plusieurs secteurs furent touchés. Cependant le secteur de l'assurance reste robuste et résilient car les compagnies d'assurance constituent un maillon essentiel du tissu économique national.

Les secteurs de l'assurance continuent-ils d'agoniser suite aux effets du Covid ? La pandémie du Covid-19 a fortement impacté le secteur des assurances au Maroc. L'année 2020, fut une année décisive pour l'économie marocaine avec l'émergence d'une crise sanitaire endémique qui a duré 2 ans. Cependant, les marchés financiers marocains ont montré leur robustesse de par leur résilience face au choc de grande ampleur qui a paralysé l'économie nationale. Les compagnies d'assurance constituent un maillon essentiel du tissu économique nationale, en outre ils ont participé au renforcement de la résilience face à cette crise sanitaire systémique.

L'Agence marocaine de contrôle des assurances et de la réassurance (ACAPS) a divulgué des informations concernant le secteur des assurances et des réassurances au Maroc, révélant une évolution mixte de l'activité pour les entreprises d'assurance. L'année 2022, fut une année difficile pour les compagnies d'assurance marquée par des poussées inflationnistes. Les compagnies ont-elles aussi été impactées par ces conjonctures dû au durcissement de la politique monétaire menée par Bank el-Maghrib pour freiner l'inflation.

Le Conseil de la Concurrence précise que malgré son encadrement, le marché de l'assurance a été ouvert depuis l'entrée en vigueur de la première loi n° 06-99 sur la liberté des prix et de la concurrence. Le Conseil indique aussi que le marché des assurances est « émergent avec une dynamique de croissance soutenue ».

Selon les données de l'ACAPS, le secteur des assurances et de réassurance nationale a réalisé en 2022, un chiffre d'affaires de 57,5 milliards de dirhams et une croissance de 9,7% par rapport à 2021. En 2022, une autre donnée confirme la robustesse du marché de l'assurance, l'assurance

vie, qui représente 44,17% du marché, a progressé de 10,7% à 25,4 MMDH. Cette hausse est impulsée par l'épargne qui a enregistré une croissance de 12,4%. Quant à l'assurance non-vie, qui représente 49,39% du marché de l'assurance, elle a enregistré un volume de 28,4 MMDH avec une croissance de 6,6% par rapport à l'exercice précédent, supportée par la performance de l'assurance automobile qui a enregistré un volume de primes de 13 MMDH.

Ces données chiffrées, annoncent une relance du secteur des assurances vers la hausse, soutenue par l'épargne des ménages marocains, formant un cycle vertueux tirant la croissance économique et jugulant l'inflation.



Algérie: La CNEP-Banque signe une convention de partenariat avec Cash Assurance

18/03/2024

La Caisse nationale d'épargne et de prévoyance (CNEP-Banque) a signé une convention cadre avec la Cash Assurance portant sur plusieurs domaines de partenariat, notamment la distribution des produits d'assurance dommage, a-t-elle annoncé lundi dans un communiqué.

« La CNEP-Banque représentée par son directeur général M. Tamrabet Samir a procédé le 17 mars 2024 à la signature d'une convention cadre avec la Cash Assurance portant sur plusieurs domaines de partenariat notamment, la distribution des produits d'assurance dommage à travers l'ensemble du réseau de distribution de la CNEP-Banque ainsi que la domiciliation d'une partie du volume d'affaires de la Cash assurance au niveau de la CNEP-Banque », a précisé la même source.

Cette « alliance stratégique » ouvre, ajoute le communiqué, « de nouvelles perspectives pour les deux parties, leur permettant de conjuguer leurs expertises et leurs ressources pour offrir des solutions d'assurance et de financement innovantes et adaptées aux besoins croissants du marché algérien ».

Africa: Around 20 national elections scheduled in 2024

21/03/2024

2024 is called The Year of Elections with 83 national elections in 78 countries scheduled, by current estimates, according to WTW which offers data-driven, insight-led solutions in the areas of people, risk and capital.

Separately, a blog on Africanarguments.org indicates that there are around 20 national elections scheduled in Africa this year. They are set to be held in countries such as Algeria, Botswana, Cabo Verde, Chad, Ghana, Guinea Bissau, Madagascar, Mali, Mauritania, Mauritius, Mozambique, Namibia, Rwanda, Senegal, Somaliland, South Africa, South Sudan, Togo and Tunisia.

Risks

Mr Sam Wilkin, director of Political Risk Analytics at WTW, says in a report titled "2024, the year of elections" that while political events are always unpredictable, there are a few risks to watch as the year unfolds.

In Africa, some of the countries in this category are Chad, the DRC, and Rwanda.

There is also a "partly free" category, that applies to countries that may have some deficiencies in protection of the rule of law or civil liberties. The vote count may be genuine in these countries, but limits on freedom of assembly, for instance, may hinder opposition campaigns. In Africa, one country that falls in this category in 2024 is Tunisia.

From a geopolitical perspective, elections of particular importance that will take place on the African continent this year will be held in South Africa.

The WTW report says, "For investors, the biggest risks may well be when the unfree countries hold their polls – where the outcome is in many cases a foregone conclusion, but fragile political systems have the potential to collapse under pressure.

Debt crisis and political violence risks

Most debt default risks stem from economic causes. These causes include excessive foreign debts taken on before and during the pandemic, overvalued exchange rates (in many cases a result of efforts to manage inflation), and high global interest rates.

High sovereign default risks can create economic risks for global business, including currency devaluation,

non-payment by sovereign entities and outright currency crises leading to exchange non-transfer and private sector defaults.

Mr Wilkin wrote, "Perhaps more surprisingly, these sovereign default risks can also create political violence risks – and are likely to do so in 2024. Oxfam notes that "more than half (57%) of the world's poorest countries, home to 2.4bn people, are having to cut public spending by a combined \$229bn over the next five years." While Oxfam's figures are based on relatively loose IMF projections, countries on the brink of default may well be forced to cut spending.

These cuts in spending may in some cases drive anti-austerity protests.

"Moreover, some countries in IMF adjustment programmes are likely to be required to devalue their currencies, which could lead to rapid inflation in, for instance, prices of imported foods."

He says that in the past, austerity measures (i.e., cuts in government budgets) have been shown to link to the frequency of military coups. Whatever the link, the correlation between sovereign default risk and the "coup belt" that has emerged in Africa since 2020 is striking.



Création d'un centre d'intelligence computationnelle et de sciences actuarielles en Afrique subsaharienne

18/03/2024

En partenariat avec Old Mutual Zimbabwe, la Great Zimbabwe University (GZU) crée le premier centre d'intelligence computationnelle, domaine scientifique lié à l'intelligence artificielle et aux sciences actuarielles en Afrique subsaharienne.

Cette initiative vise à favoriser l'innovation dans, entre autres, l'assurance, les mathématiques, l'intelligence artificielle et les sciences sociales.

ATIDI couvre le projet hydroélectrique Songa Energy au Burundi d'une capacité de 1,65 MW

21/03/2024

ATIDI, l'Agence pour l'assurance du commerce en Afrique, va couvrir le projet hydroélectrique au fil de l'eau de Songa Energy, d'une capacité de 1,65 MW, sur la rivière Ruvyironza au Burundi. Le projet, qui sera le premier producteur indépendant d'hydroélectricité dans le pays, est évalué à 7,7 millions de dollars. Il devrait bénéficier de la couverture d'assurance d'ATIDI contre les risques politiques, qui couvrira le risque de défaut de paiement du Gouvernement burundais pouvant découler d'une décision arbitrale en rapport avec les accords de projet. Le projet permettra d'accroître la capacité de production d'électricité du pays, de créer des emplois et d'éviter d'émettre des gaz à effet de serre.

Le secteur électrique burundais se caractérise par un fort potentiel d'augmentation de la production d'énergie hydroélectrique, qui reste une ressource renouvelable largement sous-exploitée pour le pays. Avec moins de 15 % de la population ayant accès à l'électricité, le Burundi doit développer sa production et sa fourniture d'électricité pour faciliter son développement économique. C'est dans ce contexte qu'est mis en œuvre le projet d'Upper Ruvyironza. La réalisation du projet a démarré peu après une cérémonie de lancement des travaux en mai 2023 et entrera en exploitation commerciale d'ici fin 2024.

L'électricité produite par le projet sera vendue exclusivement à la société nationale burundaise d'électricité et d'eau, la Régie de production et de distribution d'eau et d'électricité (REGIDESO), en vertu d'un contrat d'achat d'électricité d'une durée de 25 ans (APP). L'électricité produite sera livrée au réseau national via une nouvelle ligne de transport de 2,4 km qui sera construite dans le cadre du projet.

Le projet a été développé par Songa Energy et est financé par Virunga Power, qui est lui-même un promoteur, un investisseur et un opérateur de projets d'énergie renouvelable et de réseaux de distribution ruraux. Le projet d'Upper Ruvyironza est l'une des deux centrales hydroélectriques d'une capacité totale de 10,65 MW développées conjointement par Songa Energy et Virunga Power au Burundi. En décembre 2022, Gridworks – investisseur soutenu par le Gouvernement britannique pour injecter des capitaux dans les réseaux électriques africains – a annoncé un investissement de 50 millions de dollars pour financer de nouveaux projets promus par Virunga Power.

Egypt: Property insurance branch drives industry growth in 2023

19/03/2024

Insurance premiums in the Egyptian market increased in nominal terms by 30.4% in 2023 to reach EGP74.1bn (\$1.55bn), compared to EGP56.8bn in 2022.

Property and liability business led the growth with premiums of EGP37.5bn in 2023, jumping by 57.9% from EGP23.8bn in 2022, reported Al Mal News.

Life insurance premiums increased by 10.6% to EGP36.5bn in 2023, compared to EGP32.0bn in 2022.

Compensation

The insurance sector paid EGP35.1bn in total compensation in 2023, an increase of 31.3% over 2022. The volume of compensation paid by property and liability insurance companies amounted to about EGP16.8bn in 2023, an increase of 59%.

Life insurance companies paid EGP18.3bn in compensation to their customers in 2023, an increase of 13.3% over 2022.

For perspective, core inflation in Egypt in 2023 was above 30%.



Saudi Re signs \$36m in reinsurance contracts with Probitas

21/03/2024

Saudi Reinsurance Co. has signed reinsurance contracts with Probitas Corporate Capital Ltd, the ultimate holding company of the Probitas Group, with a duration of one year from January 1st, 2024.

The estimated gross written premium (GWP) value is SAR 135.03 million, or USD 36 million.

Saudi Re expects that these reinsurance contracts will positively impact GWP and the relevant financial impact will appear in the firm's 2024 financial statements.

As announced previously, UK-domiciled insurer Aviva Plc will acquire 100% of Probitas Holdings (Bermuda) Limited, including Saudi Re's 49.9% stake in the company for £120 million.

Saudi Re states that these contracts were concluded within the usual course of business with no preferential privileges.

However, the company does note that there is an indirect interest for the Chairman of the Board of Directors, Abdulatif Ali Al-Fozan, MD/CEO Fahad Abdulrahman Al-Hesni, given their membership in the Board of Probitas Holding (Bermuda) Ltd., the parent company of Probitas Corporate Capital Ltd.

Also, there is an indirect interest for the CFO Nilmin Pieries for his membership in the Board of Probitas Corporate Capital Ltd.

Mohammed also approved a new structure for MoHRE, which will see a new coordinating council created for the UAE labour market, which the Dubai Ruler said would “maintain its stability and enhance its competitiveness.”

“The workforce is the real engine of the economy, and monitoring their concerns and protecting their rights are essential elements for advancing our national economy,” he added.

WHAT'S ON

UAE announces mandatory health insurance for private sector

20/03/2024

The mandatory health insurance will be applicable from January 1, 2025...

Health insurance will become mandatory for all those employed in the private sector from January 1, 2025, it's been announced. During a UAE Cabinet meeting chaired by HH Sheikh Mohammed bin Rashid Al Maktoum Vice President of the UAE and Ruler of Dubai, the UAE Cabinet approved the establishment of a UAE-wide health insurance system.

This won't be new for private sector employees in Dubai and Abu Dhabi, who are already covered under their own respective health insurance systems. But the establishment of a universal UAE system will see private sector employees in the other emirates – and domestic workers who do not have existing health insurance coverage – covered under the mandatory scheme.

According to state news agency wam, all employers in the private sector, and those who employ domestic workers, must pay for the health insurance of anyone registered to work for them when they issue or renew their residency permit.

The UAE's Ministry of Human Resources and Emiratization (MoHRE) will lead essential campaigns to encourage awareness and activation of the scheme from next year.

During the same cabinet meeting, Sheikh



GIG Gulf secures approval from Capital Markets Authority to provide E-insurance in Oman

20/03/2024

GIG Gulf, one of the largest insurance providers in the MENA region with operations in Oman, Bahrain, Qatar, and the UAE, and a proud part of the Fairfax Group, is delighted to announce it has received approval from the Capital Markets Authority (CMA) in Oman to provide digitally integrated insurance services for its customers online. This pivotal development positions GIG Gulf as one of first two insurers authorized to offer online insurance solutions in Oman, underscoring its commitment to innovation and customer service excellence.

The approval by the CMA represents a significant competitive advantage for GIG Gulf against other major players in the market and is a testament to the company's dedication to enhancing its online capabilities. This milestone follows a comprehensive report submission in January 2024, showcasing GIG Gulf's sophisticated digital insurance platforms and its commitment to adhering to the highest regulatory standards. Commenting on the approval, Paul Adamson, CEO of GIG Gulf, said: “We are proud to have been granted approval by the Capital Markets Authority in Oman to offer our insurance services online. This authorization is not just a regulatory milestone, it's a significant leap towards fulfilling our promise of providing unparalleled convenience and flexibility to our customers in Oman. As we strengthen our online presence, we remain committed to our omnichannel strategy, ensuring our customers have the freedom to engage with us through their preferred channels. Our focus remains steadfast on enhancing the digital insurance buying and servicing experience, reinforcing our position as a leading insurer in the region.”

Preparing insurers for future Generative AI advancements: MAPFRE

20/03/2024

In a recent report conducted by Spanish insurer MAPFRE, a framework of actions is presented for insurers to consider in anticipation of potential advancements in Generative Artificial Intelligence (AI), aimed at mitigating risks and fostering a positive impact on society.

The report, titled, "Exploring tomorrow: the role of insurers in a society marked by Generative AI", outlines four extreme yet plausible scenarios for how Generative AI could impact society by 2029, along with the role the insurance industry could play in each scenario.

José Antonio Arias, Chief Innovation Officer at MAPFRE, clarifies, "Our objective is to carry out a balanced, bold, and sincere reflection on the eventualities that could arise in every possible scenario for the evolution of Generative AI. By doing so, we'll be able to work so that, no matter what the future may hold, the best possible scenario for everyone materialises." In each scenario, new risks emerge or preexisting ones are exacerbated, necessitating the insurance industry's need to protect itself and its customers, as well as to adapt to meet new protection needs.

MAPFRE has created a framework for the insurance industry, detailing how companies can preemptively adopt preventive measures against evolving Generative AI for their benefit and that of their customers.

One line of action outlined by MAPFRE is the increased demand for cyber protection through insurance, given the evolving sophistication of cyberattacks facilitated by AI. This includes suitable coverage and services aimed at preventing, detecting, responding to, and recovering from cyberattacks.

Other action plans involve providing services that promote the responsible use of Generative AI, offering tools to detect false evidence, developing tailored products to enhance customer experience, and educating teams on Generative AI. Arias emphasises the importance of this framework, stating, "The awareness and education of society regarding the responsible and appropriate use of Generative AI is essential in all areas. Insurers must contribute in this regard, taking preventive measures to reduce the risks to which individuals and companies are exposed."

Fin de la carte verte au 1er avril : quels changements pour les automobilistes ?

14/03/2024

Depuis 1986, les voitures connaissent cette fameuse vignette verte. Chaque année, il fallait la remplacer afin d'être de respecter la loi et de ne pas recevoir une amende.

Mais en 2024, cette tradition va prendre fin. Voici ce que cela implique pour les automobilistes.

FIN DE LA CARTE VERTE : UN CHANGEMENT DÈS LE 1ER AVRIL !

A partir du 1er avril 2024, vous n'aurez plus l'obligation d'apposer sur votre pare-brise, la petite vignette verte à savoir le certificat d'assurance.

Tout d'abord, la fin de la vignette verte va permettre, selon les autorités, d'éliminer les risques de vignettes obsolètes et ainsi les risques sur la sécurité.

De plus, avec le nouveau format que nous allons voir plus tard dans cet article, les autorités annoncent qu'il y aura moins de tentative de falsification.

Sans entrer toute de suite dans le détail, mais désormais les assurances seront via l'enregistrement du contrat d'assurance dans le Fichier des Véhicules Assurés, le FVA.

Sachez que depuis 2019, les compagnies d'assurance ont l'obligation d'alimenter ce grand fichier électronique.

A partir du 1er avril, l'ensemble des automobilistes aura la possibilité de consulter ce fichier et de vérifier si son propre véhicule figure dans cette liste ou non.

PAR QUOI SERA REMPLACÉ LA VIGNETTE VERTE ?

Lorsque vous allez souscrire à une assurance auto, vous serez directement dans le Fichier des Véhicules Assurés, le FVA. Un fichier qui sera directement et facilement consultable par les forces de l'ordre.

Vous recevrez également un document qui s'appelle le "Memo véhicule Assuré" lors de votre souscription. Ce document n'aura aucune limite de durée et ne sera pas renvoyé chaque année, comme la vignette verte.

Ce mémo sera alors considéré comme présomption d'assurance pendant 15 jours, à compter de sa délivrance, dans le cas où votre véhicule n'est pas encore enregistré dans le FVA. Cependant, il est fortement conseillé de garder ce document dans votre véhicule durant la totalité de la durée de votre contrat.



\$75bn+ loss needed to temper reinsurance optimism: Marsh McLennan Agency

21/03/2024

With the reinsurance market increasingly optimistic and more capacity emerging, Marsh McLennan Agency has said that it would take a single loss event costing the industry more than \$75 billion to temper that.

SA report from Marsh McLennan Agency notes that reinsurance costs have been a driver of higher costs for property owners, but the company now feels the reinsurance market is more balanced in 2024.

While the report also notes increased market capacity and a greater underwriting appetite from carriers, these factors need to match the rising demand for coverage terms and increased limits as well.

Rates may slow, in US property risks, but Marsh McLennan Agency notes that “conservative underwriting practices remain as a more sustainable “normal” is established.”

Significant climate and weather related losses have driven the changes to risk appetite and of course been a key driver for rising reinsurance prices as well.

At the same time, inflation and supply-chain factors have been additional drivers for the consistent rise in property insurance pricing.

As a result, Marsh McLennan Agency sees reinsurance costs as one of three key trends driving property rates for 2024, alongside the rise in losses driven by historically non-modeled secondary perils and underinsured property related issues.

The firm explained, “Over the last few years, active secondary perils and changes in reinsurance structures also left insurance carriers covering losses on their balance sheets instead of passing them back to reinsurers.” However, the volatility experienced in the 2023 reinsurance market seems to have stabilized.

“The reported total median risk-adjusted price increases were in the single digits following treaty renewals from the first of this year. As more optimism enters the reinsurance market, we can expect a gradual return of appetite and capacity.”

Marsh McLennan Agency also said that further evidence of the stabilisation of reinsurance appetites and capacity comes from the fact that at the January 2024 renewals, reinsurers could consider perils that had been previously excluded or restricted, including terrorism and strikes, riots, and civil commotion.

They added, “As the market continues to improve and reinsurance appetites return, increases will trend down. Even coverage rates in Florida, which increased 250% since 2017, will be mostly caught up in 2024. Reinsurers adjusted their rates in 2022 and 2023 to make up for years of large catastrophe losses.” But further caution that, “Of course, there is no way to perfectly predict the frequency or severity of losses that may come from primary or secondary perils in 2024. It would take quite a bit for red flags to be raised.”

Interestingly, Marsh McLennan Agency highlights that a potential red flag could be a major single loss event occurring.

Saying, “As we enter a more buoyant market, it would take a single insured event resulting in more than \$75 billion in losses to temper the cautious optimism in reinsurance.”

Why is this interesting?

In previous years, not too far back, market participants often cited the size of a single large catastrophe event that had the ability to steel the reinsurance market’s resolve as being in the region of \$30 billion to \$50 billion.

Just a year and a half ago hurricane Ian drove a significant further hardening of reinsurance and insurance-linked securities (ILS) pricing, including in catastrophe bonds. Of course there were a number of catalysts in the run up to that event

But, the industry loss estimates for hurricane Ian have trended gradually lower, from around the \$70 billion mark to now just under \$50 billion.

So, Marsh McLennan Agency saying that a \$75 billion plus industry loss event is now required, to temper that cautious optimism that is returning in reinsurance, perhaps underlines that the market is considerably more balanced now, but also that event loss expectations are now generally higher, with the effect of the inflation and exposure increases that we’ve seen.